

de la Fédération canadienne des maires et des municipalités, et de nombreux maires. Je veux les assurer que nous porterons une attention particulière aux moyens grâce auxquels nous pourrions aider les municipalités à résoudre leurs nombreux problèmes.

Tous nos efforts seront déployés en vue d'offrir aux Canadiens le choix de leur avenir. Nous pouvons, à titre provisoire, fournir quelques indices de ce qui se produira si nous continuons sur la même lancée, qui est peut-être la bonne, mais que nous devrions connaître de toute façon. D'ici 30 ans, du train où vont les choses, trois vastes enclaves urbaines domineront la nation—Toronto avec une population de six millions et demi d'habitants, Montréal, avec une population de six millions et quart et Vancouver avec une population d'environ deux millions et demi d'habitants. Les autres villes canadiennes doubleront d'importance bien que leur position vis-à-vis des trois centres principaux risquent de s'affaiblir. Je le répète, c'est là une prévision de la croissance canadienne, établie à partir des tendances actuelles, et qui ne tient pas compte de changements importants de politique qui se produiraient à un palier ou un autre du gouvernement.

Même aujourd'hui, ce qu'on appelle le corridor Montréal-Toronto est une entité qui domine le pays. Déjà, 40 p. 100 de la population canadienne y est installée. Les deux tiers de tous les chèques encaissés sont virés par ces deux villes, 75 p. 100 de l'actif social des bureaux principaux et près de 80 p. 100 de l'actif du siège social des institutions financières s'y trouvent. Les coûts de fabrication dans ces villes se répercutent dans tout le pays. Des communications très étroites existent entre elles. Par exemple, chaque semaine au moins 50,000 personnes voyagent par train, en voiture ou par avion entre Montréal et Toronto. Je crois qu'il est inutile d'en dire davantage aux députés pour leur faire comprendre les possibilités économiques, politiques et nationales, si cette région prend plus d'ampleur au cours des trente prochaines années. Ce serait peut-être un choix judicieux, mais je crois nous voudrions tous y réfléchir.

Pour en revenir à des problèmes précis, permettez-moi de signaler que la demande de logements au cours des trente prochaines années, si l'avenir n'est pas contrarié, dépasserait quatre millions d'unités pour les trois villes de Toronto, Montréal et Vancouver. On prévoit trois millions d'automobiles dans la seule ville de Montréal, ou celle de Toronto, avant l'an 2,000.

Monsieur l'Orateur, je vois que mon temps de parole est écoulé. La Chambre consent-elle à me laisser continuer?

**M. l'Orateur suppléant (M. Laniel):** Il reste trois minutes au ministre. Est-on d'accord pour prolonger son temps de parole?

**Des voix:** D'accord.

**L'hon. M. Andras:** Je tiens à remercier les députés de leur bienveillance.

● (2,30 p.m.)

Les dix prochaines années seront critiques, c'est bien prouvé. Les répercussions de la forte natalité d'après-guerre se font sentir et, en conséquence, la demande d'habitations familiales s'accroît, amorçant ainsi une tendance contraire à celle des dernières années, alors que la demande d'appartements était à la hausse. Parmi les

autres facteurs, mentionnons l'immigration, 75 p. 100 des immigrants s'établissant à Montréal, Toronto et Vancouver, et l'exode des régions rurales aux centres urbains, et des petites agglomérations aux grandes.

La demande toujours plus grande d'espace urbain déjà restreint à laquelle donne lieu cet accroissement démographique déclenche une série de causes et d'effets interdépendants qu'il nous faut apprendre à comprendre pour être en mesure d'y faire face. Combien de députés ne savent pas déjà que les terrains deviennent si coûteux que les habitants du centre des villes doivent vivre entassés les uns sur les autres, que les familles à la recherche de maisons unifamiliales sont obligées de voyager plusieurs heures chaque jour, que le cœur des villes est encombré, pollué et bruyant, que les taxes montent et les terrains coûtent encore plus cher à mesure que les banlieues s'étendent, que les industries se ruent vers les banlieues, laissant les pauvres sans moyens d'accès qu'ils peuvent se permettre aux possibilités d'emploi, que les centres des villes n'ont plus d'assiette fiscale, que les vieux quartiers se délabrent petit à petit, que les habitants du centre des villes sont en proie à l'incertitude au point de vue économique, et que leur environnement se détériore, que le malaise grandit et que les gens se sentent trompés et sombrent dans le désespoir, que le fossé s'élargit entre les classes économiques, entraînant la division au sein de la collectivité et entre les collectivités à un moment où l'unité est essentielle dans notre pays?

Ce qui arrive vraiment, monsieur l'Orateur, c'est que cela restreint les possibilités de choix de chacun. Les vieillards et les infirmes ainsi que tous ceux qui, pour d'autres raisons, ne peuvent travailler constituent la grande masse des pauvres, et ce sont eux qui se trouvent pris dans des logements sordides dans les quartiers délabrés du centre ou bien ils habitent beaucoup trop loin de la vie active des grandes villes qui les intéresse. Le prix des terrains ne fera qu'accentuer la ruée vers les banlieues de ceux qui peuvent se le permettre mais alors, il leur faudra passer plus de temps en allées et venues, et plus les banlieues s'étendent, plus les itinéraires se bloquent et plus la circulation en ville connaît d'embouteillages. Les revenus élevés sont réduits par des impôts accrus et le coût élevé des biens et des services urbains. La pollution et l'éparpillement, le bruit et les embouteillages diminuent les possibilités de choix du point de vue esthétique et sanitaire, tout en causant un préjudice aux faibles dont nous voudrions améliorer la situation.

Franchement, je ne sais pas où vont les choses de ce train. Je l'ignore et aucun de ceux à qui j'en ai parlé n'a pu me répondre, quand on en est arrivé précisément au point où une ville est trop grande. Je ne propose certes pas ce qu'on peut ou devrait faire pour réglementer la superficie des villes. Je n'ai pas pesé toutes les répercussions au point de vue national, social, économique ou politique. Je n'ai pas pour l'instant de solutions de rechange bien définies ou d'idées toutes faites à suggérer. A l'heure actuelle, le gouvernement et moi-même ne voyons que les problèmes les plus évidents, et il y en a assez pour nous inciter à collaborer avec tous les autres niveaux de gouvernement afin d'essayer de comprendre le processus dans lequel nous sommes pris, et nous en servir en vue de façonner le genre d'environnement que les Canadiens demandent. Mais malgré tous ces aspects négatifs, il y a le revers de la médaille, c'est-à-dire, l'occasion d'orienter et de créer les conditions